

COMMUNIQUE DE PRESSE

La CGB et les salariés de Saint-Louis Sucre se mobilisent le 12 mars devant le siège social de Südzucker en Allemagne (Mannheim) pour s'opposer aux fermetures des sucreries de Cagny et d'Épeville

Paris, le 7 mars 2019 - Après les manifestations de Cagny le 22 février et d'Épeville le 1^{er} mars, betteraviers et salariés de Saint Louis Sucre se rendront à Mannheim, au siège social de Südzucker, pour protester contre le projet de fermeture des sucreries de Cagny et d'Épeville.

Le 12 mars 2019, le n°1 mondial du sucre Südzucker organisera un Comité Central D'Entreprise du Groupe concernant le plan de restructuration qu'il a annoncé et qui porte essentiellement sur la France. Pour protester contre cette décision, la CGB et les syndicats de planteurs de betteraves de ces régions se mobilisent devant le siège de Südzucker en Allemagne (Mannheim) et comptent bien faire entendre leur voix en amont des rendez-vous pris le 22 mars avec les dirigeants du Groupe Südzucker qui doivent eux-mêmes rencontrer en amont Bruno Lemaire et Didier Guillaume la semaine prochaine à Paris.

Lors de la semaine du salon de l'agriculture qui vient de s'achever, la CGB a largement sensibilisé l'Etat au plus haut niveau et les élus à ce projet de fermeture d'usines qui vient fragiliser l'ensemble de la filière betterave sucre française. En effet, le 14 février l'industriel Saint-Louis Sucre, filiale de Südzucker, a annoncé la fermeture de deux sucreries à Épeville et Cagny. Il s'agit de 10 % de la capacité de production française de sucre et cela concerne près de 250 emplois directs et plus de 1000 emplois induits dans des régions fragiles économiquement.

Lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale le mardi 5 mars, trois députés des régions concernées, Stéphane Demilly, Laurence Dumont et Sébastien Leclerc, ont interpellé le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, sur ce projet de fermetures. Le Ministre a jugé « la décision unilatérale de l'industriel allemand Südzucker de fermer deux sucreries en France, inacceptable [...] « Nous allons lui demander des comptes quand nous les rencontrerons la semaine prochaine avec Bruno Le Maire, Ministre l'économie ».

Franck Sander, Président de la CGB affirme que « La CGB se battra pour sauver les planteurs et les sucreries » et compte aussi sur le gouvernement pour exercer une pression politique sur l'Allemagne. Il confirme les propos du Ministre et déclare « Nous ne laisserons pas démanteler la filière sucrière et betteravière française et nous sommes tous mobilisés pour contrer une telle décision ».

La CGB a programmé toute une série de réunions dans les semaines à venir avec l'Etat et avec Südzucker pour étudier toutes les solutions qui permettront aux planteurs de cultiver encore de la betterave dans ces bassins de production dans les prochaines années.

